

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 69 (1924)  
**Heft:** 2  
  
**Rubrik:** Chroniques et nouvelles

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 13.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## CHRONIQUES et NOUVELLES

### CHRONIQUE SUISSE

L'incorporation des compagnies de recrues dans les bataillons. — La prise de Fribourg en 1798. — *La Suisse une et diverse*. — La légende stratégique. — Un débat au sujet des manœuvres des grandes unités.

La dernière chronique suisse a signalé la proposition esquissée par la *Neue Berner Zeitung* de former le bataillon d'infanterie de compagnies de recrues incorporées comme telles dans son cadre. Il s'agit d'éviter la perte de rendement d'instruction qui est un des inconvénients graves du système actuel.

Cette proposition a été reprise par le capitaine d'état-major Wacker, qui l'a développée dans l'*Allg. Schweiz. Militärzeitung* du 2 février. Il en affirme les avantages, au sujet desquels personne, en principe, ne soulèvera de doutes ; il en expose sommairement le mécanisme ; il discute enfin quelques-unes des objections qui se sont fait jour jusqu'à présent.

Notre intention étant de publier sur cet objet un article plus détaillé, nous nous bornons actuellement à signaler celui du capitaine Wacker à l'attention des lecteurs. L'organisation générale consisterait donc à former définitivement, dès l'école de recrues, les compagnies d'infanterie qui conserveraient pendant tout leur temps de service de paix leur composition initiale, sous réserve naturellement des mutations dues, entre autres, à l'avancement de leurs officiers, et seraient ainsi composées d'éléments qui se connaissent bien, qui ont pris l'habitude de travailler ensemble et ont gagné un esprit de corps plus développé, favorable à leur cohésion.

Le premier cours de répétition de ces compagnies suivrait immédiatement l'école de recrues, ce qui contribuerait à leur instruction plus intensive, et leurs six cours de répétition suivants, correspondant aux classes d'âge légalement convoquées, les retrouveraient sous les ordres du capitaine qui les a instruites, assisté des officiers et des sous-officiers qu'il a pareillement formés.

L'élite comptant 12 classes d'âge, le recrutement devrait être organisé de telle sorte que les six classes d'âge d'hommes soumis aux cours de répétition constituassent un effectif de 200 hommes. A cette unité se trouverait liée celle qu'elle remplacerait dans le

cadre du bataillon et qui, composée des hommes des six classes d'âge les plus anciennes, aurait terminé sa période de cours de répétition. La compagnie active recevrait les hommes des deux groupes, les surnuméraires constituant le dépôt des réservistes. Tous les deux ans, le bataillon recevrait une nouvelle compagnie de fantassins et le régiment une nouvelle compagnie de mitrailleurs. Tel serait le mécanisme général.

\* \* \*

Sous le titre *Une relation inédite de la prise de Fribourg (2 mars 1798)*, M. Gaston Castella, professeur à l'Université de Fribourg, a publié une petite plaquette tirée des *Nouvelles étrennes fribourgeoises* 1924. Cette relation est d'un auteur resté inconnu mais qui semble avoir été particulièrement bien informé du point de vue militaire, car les détails qu'il expose démontrent que, s'il ne fut pas un des officiers de la garnison de Fribourg, il dut être avec les chefs de celle-ci en rapports étroits. Le titre complet de son écrit est « Relation de ce qui a précédé la prise de Fribourg en Suisse », et comme le manuscrit provient des papiers de la famille de Reynold-Cressier, on se demande si l'auteur n'était pas un parent ou un ami du conseiller François-Philippe de Reynold qui était général en chef des milices fribourgeoises en 1798, ou, peut-être, cet officier lui-même. M. Castella examine cette hypothèse, commente le pour et le contre, et faute d'indices suffisants ne conclut pas. Cela n'est pas essentiel d'ailleurs en ce qui concerne le fond. Il est certain qu'il s'agit de quelqu'un qui était en mesure d'être bien renseigné. Aussi ce petit écrit apporte-t-il une contribution utile aux sources auxquelles M. Castella a puisé pour écrire, dans sa belle *Histoire du canton de Fribourg*, les pages relatives à l'entrée du général Pijon à Fribourg.

\* \* \*

Pas n'est besoin d'une transition savante pour passer du manuscrit exhumé par M. G. Castella au volume *La Suisse une et diverse* que viennent d'éditer les frères Fragnière, à Fribourg; il suffit d'indiquer le nom de l'auteur, M. Gonzague de Reynold, professeur à l'Université de Berne. De 1798 à 1924, cinq quarts de siècle ont passé, séparant le colonel-général François-Philippe de Reynold de son successeur qui travailla dans le service de propagande à l'état-major fédéral pendant la guerre européenne; mais nous restons en famille.

Les journaux quotidiens ont parlé de cet ouvrage avec éloge; ils en ont fait ressortir le caractère synthétique qui imprime une si

vive clarté à ces pages d'histoire suisse et rend leur lecture si attrayante ; ils ont admiré le talent avec lequel l'auteur groupe ses observations historiques et littéraires et dégage de l'extrême diversité des régions de la Suisse, géographiques et topographiques, climatiques, linguistiques, économiques, morales, religieuses et autres le fond commun qui constitue l'unité nationale. Il édifie celle-ci sur les rapports des civilisations qui s'interpénètrent.

Qu'ajouterions à ces remarques ? Des répétitions approbatives, si l'œuvre ne comprenait des observations militaires dont quelques traits, tout admis qu'ils soient par l'opinion populaire, nous paraissent contestables, si ce n'est erronés.

En portant ce jugement, nous ne songeons pas, cela va sans dire, à contredire la remarque de M. de Reynold au sujet de l'influence des nécessités militaires sur l'union helvétique. Lorsqu'il expose que nous retrouvons à la base de notre existence une idée militaire qui fut longtemps l'idée centrale, « l'idée-pivot » de la Confédération, nous abondons dans son sens, parce que toute la documentation de nos archives politiques et tous les faits de notre histoire s'unissent ici dans une démonstration incontestablement probante. Mais lorsqu'il fait reposer sa synthèse sur le passage ci-dessous reproduit, nous nous inscrivons résolument en faux. C'est de la mystique populaire, ce n'est plus de l'histoire.

« Voici maintenant la première loi qui s'impose, écrit-il :

» Qui est maître de la Suisse domine les grandes nations voisines ; qui est maître de la Suisse occupe les positions stratégiques d'où l'on peut rayonner en conquérant dans toutes les directions, Allemagne du sud ou haute Italie, Autriche ou France ; au cours de l'histoire, César, Charlemagne, les Hohenstauffen, les Habsbourg, Napoléon, parfois les Suisses eux-mêmes, l'ont, vous le savez, bien compris. »

Si l'archiduc Charles, Jomini, Clausevitz, qui, voilà plus d'un siècle, ont si magistralement démolie cette théorie ressuscitaient, ils prendraient, en lisant M. de Reynold, une leçon de modestie. Ils découvriraient combien les légendes restent facilement maîtresses de l'histoire même exposée par des maîtres comme eux, et combien aisément d'excellents écrivains, avec lesquels on se sent en grande sympathie, sont portés à demander à l'histoire non ce qu'elle enseigne, mais les preuves de ce qu'ils désirent, eux, enseigner.

Pictet de Rochemont, auquel M. de Reynold fait allusion dans un deuxième paragraphe, s'étonnerait à son tour de la déformation subie par sa thèse de 1815. Tout son système de neutralité helvétique « dans les vrais intérêts de la politique de l'Europe entière »

est fondée sur l'opinion qu'aucun général n'a un avantage à pénétrer en Suisse, terrain éminemment défavorable au jeu des armées. Cependant, M. de Reynold nous explique, après une foule d'autres écrivains d'ailleurs, que tout général a un si grand intérêt à occuper l'Helvétie que les gouvernements de 1815 ont voulu les priver tous de cet avantage si dangereux pour l'ordre européen. Détail piquant, pour soutenir leurs thèses contradictoires, Pictet de Rochemont et M. de Reynold invoquent l'un et l'autre Napoléon !

Les faits de la guerre européenne semblent avoir très nettement confirmé les opinions de l'archiduc Charles, de Jomini et de Clausewitz. Nous avons un manuscrit qui, depuis quatre ans, dort dans un tiroir et qui s'est proposé de le démontrer. Mais le prix des travaux d'impression en Suisse autorise à croire qu'il continuera son somme longtemps encore et probablement jusqu'à définitive léthargie. Le système planétaire n'en sera pas interrompu dans sa course. Mais lorsque l'occasion se présente de rompre une lance contre un adversaire de bonne foi qui soutient l'opinion rééditée par M. de Reynold, il ne faut pas la laisser échapper, surtout lorsque cet adversaire est un aussi chevaleresque combattant que M. de Reynold lui-même.

\* \* \*

Dans divers milieux d'officiers de la Suisse romande, on discute la résolution de revenir déjà aux manœuvres de grandes unités. Maints capitaines et commandants de bataillon sont portés à estimer cette résolution prématurée ; elle retardera, pensent-ils, leur instruction si rudimentaire de chefs d'unités subordonnées. Si l'on veut les mettre en mesure d'exercer plus tard des commandements supérieurs avec maîtrise, il faut multiplier leurs expériences aux échelons inférieurs de la hiérarchie. L'avantage en sera non seulement pour eux, mais pour les sous-ordres qu'ils seront appelés à former plus tard.

L'opinion opposée invoque l'oubli où le service en campagne est tombé. Pendant que l'on exerce les procédés de combat, on perd de vue les exigences de la conduite des troupes loin du combat ou en vue de la marche au combat. On ne sait plus diriger une avant-garde ou une flanc-garde, poser des avant-postes, régler l'action d'une patrouille. Il est nécessaire d'y revenir. Il ne s'agit pas de ressusciter les grandes manœuvres d'autrefois, où l'on y allait de toute sa conviction, mais avec autant d'invraisemblance que de conviction. Le fin du fin était de lancer sa troupe en offensive sans se préoccuper de projectiles supposés ; les arbitres n'étaient-ils pas là pour en tenir l'emploi ? Ce fut le temps des belles critiques

de chefs courageux sans risques, toujours prêts à reprocher le manque d'allant d'un officier qui, par exemple, aurait attendu son artillerie avant de jeter ses fantassins à l'attaque. Dans certaines divisions, la science essentielle était de déployer promptement tous les fusils disponibles en une longue ligne mince qui pourrait dès lors avancer en vitesse, le nombre des fusils assurant la supériorité du feu. Ainsi l'enseignait le colonel Gertsch, en deux volumes avec cartes, à son retour de Mandchourie.

Il n'est pas question de renouveler ces errements ni de les remplacer par d'autres. Une fois les dispositions arrêtées aux divers échelons du commandement tactique, et les préliminaires exécutés, l'exercice est suspendu ; on passe au suivant.

Nous ne nous chargeons pas de trancher ce débat, mais il semble venir à l'appui de la proposition dont a parlé le premier paragraphe de la présente chronique. Il est assez naturel que chaque chef désire en avoir selon son grade ; or lorsque les capitaines, et même à certains égards les commandants de bataillons, bénéficieront d'une instruction prolongée dans le cadre des unités de recrues, et que celles-ci, dans leurs bataillons d'incorporation, seront en mesure d'agir avec une plus grande souplesse, assurée par une expérience plus suivie et par plus de cohésion, la part des commandants supérieurs pourra leur être mieux faite dans les cours de répétition.

\* \* \*

Nous aurions voulu consacrer un paragraphe à un autre débat d'une tout autre nature, — les relations de l'armée et de la presse — provoqué par les articles de M. Régnier, dans nos deux dernières livraisons. L'espace insuffisant dont nous disposons nous oblige à ajourner cet objet. Nous nous bornons, pour aujourd'hui, à accuser réception de leurs lettres à nos correspondants.

---

## CHRONIQUE ALLEMANDE

*(De notre correspondant particulier.)*

Le nouveau règlement d'infanterie. — La guerre faite avec des armées improvisées. — La question de la responsabilité de la guerre européenne. — Quelques publications. — Les enseignements militaires de la Grande guerre. — « Les hommes et les choses que j'ai vus dans le cours de ma vie », par le général Freytag-Loringhoven.

Ayant appris que malgré le honteux désarmement que le traité de Versailles nous a imposé, on s'intéresse, en Suisse, au développement de notre Reichswehr, surtout aux procédés de son instruction,



je me propose d'informer les lecteurs, dans mes chroniques successives, des principes du combat de l'infanterie allemande d'après le nouveau règlement. L'infanterie de 1914 avait été formée d'après le règlement de 1906 qui, il est vrai, fit allusion à la coopération des autres armes, surtout de l'artillerie, mais sans faire ressortir son importance décisive. Les bataillons ne se composaient que d'infanterie. Une compagnie-mitrailleuse, avec six mitrailleuses lourdes, était affectée au régiment.

Au début de la guerre, l'infanterie attaqua souvent seule, en s'aidant de son propre feu. Elle se précipitait en avant, sans liaison intime et sans coopération permanente avec l'artillerie, même sans attendre l'effet du tir de l'artillerie et sans avoir acquis la supériorité du feu. Le succès de pareilles attaques était dû à la supériorité de l'officier et du fantassin allemand. Mais il fut payé de trop de pertes, surtout par suite des formes linéaires et de la densité des chaînes de tirailleurs mises dans l'impossibilité de se garer du feu ennemi, et d'utiliser le terrain avec assez de souplesse.

Le nombre et l'effet toujours croissants des armes ennemies (canons, avions, mitrailleuses, tanks), provoquèrent une révolution dans la méthode de combat. De nombreuses ordonnances du commandement suprême, ainsi que des changements dans l'organisation et l'armement tinrent compte de cette transformation.

En 1921 parut le règlement sur « *la conduite et le combat des armes en liaison* » (« Führung und Gefecht der verbundenen Waffen »), suivi, en 1922, par le *règlement proprement dit de l'infanterie* (« Ausbildungsvorschrift für die Infanterie »). Ces deux règlements assurent aux chefs et aux troupes une instruction uniforme répondant aux expériences de la guerre. Tandis que celui-là base ses instructions sur les effectifs, l'armement et l'équipement d'une grande puissance moderne, afin de garder en mémoire les moyens de combat qui nous ont été enlevés par le traité de Versailles (avions, artillerie lourde, tanks, gaz, etc.), celui-ci, ainsi que les autres prescriptions basées sur le règlement « conduite, etc. », n'envisagent que les armes qui nous ont été laissées. Il va sans dire qu'on tient néanmoins compte des moyens de combat de l'adversaire. Tandis que l'ancien règlement n'était qu'un livre de poche, le nouveau comprend six petits volumes assemblés (Sammelheft mit sechs Einzelheften.)

Le premier volume contient les prescriptions communes à toutes les armes, l'exposé du rôle des armes de l'infanterie, les principes du combat de l'infanterie, et enfin un court chapitre sur les commandements, ordres et signaux. Les « bases », écrites pour l'officier,

contiennent tout ce dont on a besoin pour pénétrer l'esprit de la tactique moderne de l'infanterie. Tout en tenant compte du matériel, de la machine, elles respirent, comme l'ancien règlement qui nous a fait l'emporter sur l'ennemi dans de nombreux combats, la ferme volonté d'attaquer. Les « bases » comprennent les chapitres suivants : Les différents combats (Kampfarten), les formes du combat, terrain, nuit et brouillard, effets de flanquement (Flankenwirkung), surprise, exploration, conduite et liaison des petites unités d'infanterie dans le combat, coopération des armes de l'infanterie lourdes et légères, protection par le feu, l'artillerie dans le cadre du combat d'infanterie, avions et combat contre avions, chars de combat et fourgons blindés (« Strassen-Panzerkraftwagen »), dans le cadre du combat d'infanterie, sapeurs (Pioniere), au service de l'infanterie.

*Les volumes II à IV* traitent de l'instruction proprement dite et sont rédigés de façon que tout officier et tout homme peut les étudier. L'exercice et le combat ne sont plus traités séparément, l'exercice se bornant à ce qui est absolument nécessaire. Beaucoup de liberté est laissée à chacun. L'instruction de chaque unité en ordre serré et en ordre dispersé, ainsi que leur méthode de combattre sont décrites séparément.

*Le deuxième volume* comprend l'instruction individuelle, le groupe de tirailleurs, le groupe de mitrailleuses légères, la section d'infanterie, donc l'instruction entière de tout ce qui appartient à la compagnie d'infanterie.

*Le troisième volume*, l'instruction de la compagnie-mitrailleuse, de la mitrailleuse lourde isolée jusqu'à la compagnie.

*Le quatrième volume*, l'instruction de la compagnie de mortiers de tranchée (« Minenwerfer-Kompagnie »).

*Le cinquième volume* intéresse l'instruction et la conduite du bataillon et du régiment. De même que le premier, il n'est donc destiné qu'à l'officier.

*Le sixième volume* est un appendice du règlement, comprenant les chapitres suivants : Revues, travaux de concours (« Wettkampf-Aufgaben »), tels que concours de tir, concours d'instruction de combat, par exemple bonds en tenue de campagne, sac au dos. Ce qui est essentiel dans ces concours, c'est que toute la compagnie y prenne part. Il n'est pas désirable que l'entraînement se borne à un petit nombre d'hommes, à qui l'on demande des exploits exceptionnels (Höchst- oder Rekordleistungen.)<sup>1</sup>

<sup>1</sup> *Note de la réd.* — Peut-être notre obligé chroniqueur sera-t-il disposé à nous dire, dans sa prochaine lettre, les motifs pour lesquels la spécialisation n'est pas estimée désirable. Voici pourquoi nous posons cette question.

Au lendemain de la guerre, on s'est demandé si le général Ludendorff



\* \* \*

Sous le titre : *La guerre faite avec des armées improvisées*, le colonel Hierl, bien connu par ses enquêtes critiques sur la guerre, a publié une étude dans laquelle il examine le rôle qu'ont joué les armées improvisées dans l'histoire des guerres (Amérique 1775-1783, France 1792-1794, Allemagne 1813, France 1870-1871). Il relève les services que ces armées ont rendus à leurs pays et examine les raisons de leurs échecs. Cette intéressante étude vient à propos et a d'autant plus de valeur que la prochaine guerre que nous aurons à soutenir sera probablement, elle aussi, une guerre avec des troupes improvisées ; il sera bon de nous y préparer à temps, au moins intellectuellement, puisque la préparation matérielle nous est interdite. (Verlag : « Offene Worte », Charlottenburg, Berlin.)

\* \* \*

On sait que, d'après la confession de Lloyd George, la dictée de Versailles repose sur l'affirmation de la responsabilité allemande de la guerre. Lorsque Edouard VII, aidé par Poincaré, Iswolski, Sassonow, etc., accomplirent l'encerclement de l'Allemagne, « ils étaient sûrs que l'amour de la paix de l'empereur allemand leur permettrait de déclencher l'attaque quand bon leur semblerait ». (Publications officielles russes.) En effet, l'Allemagne n'a eu recours aux armes qu'à la dernière heure, lorsqu'il y aurait eu suicide à attendre plus longtemps. C'est pourquoi la publication de la revue mensuelle : *Die Kriegschuldfrage*<sup>1</sup>, basée sur les publications internationales, vient fort à propos pour éclairer l'opinion universelle. Par ces documents, la responsabilité de l'Allemagne est annulée. Heureusement l'opinion publique, dans tous les pays, commence déjà à changer en notre faveur<sup>2</sup>. Mais sans un changement radical à cet égard

avait été bien inspiré en imaginant les *Stosstruppen*. Dans un petit ouvrage qui vient de sortir de presse, et sur lequel nous attirons l'attention des officiers suisses, *La psychologie du commandement* (Paris, Flammarion), l'auteur, lieutenant-colonel Emile Mayer, revient sur ce sujet. S'appuyant, entre autres, sur l'étude *La manœuvre de Montdidier* du commandant Daille (Paris, Berger-Levrault), il conclut que le système de Ludendorff fut une erreur. Il écréma l'armée allemande et aboutit à l'usure rapide de ses meilleurs éléments, d'où la démoralisation du gros des troupes en 1918. Cette expérience aurait-elle contribué à inspirer la nouvelle prescription réglementaire relative à l'entraînement des soldats ?

<sup>1</sup> *Monatsschrift für internationale Aufklärung*, herausgegeben von der « Zentralstelle für Erforschung der Kriegsursachen ». (Berlin NW 6, Luisenstrasse 31 a).

<sup>2</sup> Nous voudrions ne pas peiner notre honorable correspondant, mais nous sommes bien obligé de constater que s'il vivait hors d'Allemagne la foi avec laquelle il énonce cette affirmation serait moins entière. On peut appeler « encerclement », si l'on y a intérêt, ce qui n'est que la vieille théorie de l'équilibre européen, avec son jeu ordinaire d'alliances, et sa balance de forces mili-

et sans la revision du traité de Versailles, l'Allemagne, et avec elle l'Europe entière, ne pourra jamais se rétablir ; quant à la presse démocratique et socialiste allemande qui s'accorde avec nos ennemis sur cette question, je renvoie les lecteurs à ma chronique de novembre. L'existence des partis marxistes, leur pouvoir, décroissant du reste de jour en jour, reposent sur cette affirmation.

\* \* \*

Tout officier de l'ancienne armée se préparant à l'examen d'admission à la Kriegs-Akademie, ou faisant des études de sciences militaires, a connu l'annuaire Löbell (*Löbell'sche Jahresberichte*). C'était un excellent aide-mémoire pour quiconque cherchait un renseignement intéressant son armée ou les armées étrangères. La guerre avait mis un terme à ce remarquable ouvrage ; mais il vient de renaître dans la deuxième édition entièrement refondue des « Enseignements de la Grande guerre » par le général Schwarte aidé d'une trentaine de collaborateurs. Tandis que la première édition, parue tôt après la guerre, se bornait à notre armée, la nouvelle édition a été étendue aux armées étrangères dont elle expose l'organisation et la tactique. La dictée de Versailles, ainsi que les empiétements et les interprétations arbitraires de la commission interalliée de contrôle, nous laissent peu de liberté pour développer l'organisation, l'armement et l'instruction de notre petite armée ; il est d'autant plus important pour nous de nous mettre au courant des expériences des armées étrangères, surtout de nos adversaires, au point de vue

taires dans un but de sécurité nationale. Mais cela ne tranche pas le problème de la responsabilité et surtout cela ne l'épuise pas. Son examen suppose celui des causes immédiates de la guerre, et dans ce chapitre, il n'apparaît pas que, hors d'Allemagne, on ait oublié la tragi-comédie de l'ultimatum austro-hongrois à la Serbie, l'omission dans le Livre blanc allemand de la dépêche du Tzar proposant l'arbitrage de La Haye, le marchandage proposé à l'Angleterre pour obtenir sa neutralité, la rédaction embarrassée de la déclaration de guerre à la France, dont M. de Schoen lui-même a parlé de la façon qu'on sait, l'attaque abrupte de la Belgique, etc., etc. Hors d'Allemagne, rien de tout cela n'est oublié. Encore n'est-ce là que les faits violents qui ont frappé les foules et les ont conduites à se demander si, lorsqu'on a le droit pour soi, tant de manigances et de détours sont nécessaires pour le soutenir. La critique historique cherche plus loin ; elle s'applique à consulter les documents diplomatiques dans leur ensemble. Or, on relève nettement la tendance qui, jusqu'à ce jour, a régné en Allemagne, cela surtout chez les écrivains militaires, à ne retenir que ceux qui sont favorables à la thèse qu'ils désirent répandre et à écarter ou à ignorer les autres. Ceux de nos lecteurs qui aiment à écouter toutes les cloches pour entendre tous les sons, trouveront un exemple récent de cette tendance dans le dernier fascicule (janvier 1924) de la *Revue de l'histoire de la guerre*, où M. Pierre Renouvin étudie sous le titre : *Les origines de la guerre ; le dernier état de la thèse allemande*, les *Leitfaden zur Kriegsschuldfrage* du comte de Montgelas. (Réd.)

tactique, technique et sous le rapport de l'organisation. Parmi les essais présentés, je citerai la « Conduite de la guerre d'opérations », par le général von Borrin, auteur de la fameuse étude sur « Le 18 août 1870 », parue avant la guerre, et le chapitre de l'infanterie, par le général Black, à qui ses ouvrages tactiques valurent un grand renom dans l'ancienne armée. Le général Schwarte lui-même, ancien officier d'état-major, sorti du génie, a écrit le chapitre sur la guerre de forteresse.

Cet ouvrage, destiné en premier lieu à la Reichswehr, servira d'aide-mémoire à tout le monde. Mes camarades à l'étranger qui voudraient se rendre compte du développement de notre armée en tireront profit <sup>1</sup>.

Un autre livre de grande valeur que je tiens à signaler est intitulé : « Menschen und Dinge wie ich sie in meinem Leben sah <sup>2</sup> ». Ce sont des mémoires, un ouvrage de premier ordre, dont l'auteur est le général Baron de Freytag-Loringhoven, éminent écrivain militaire, comme on sait, ancien professeur à la Kriegs-Akademie, où j'eus l'honneur, il y a trente ans, de suivre ses cours intéressants sur les guerres de Frédéric le Grand et de Napoléon I<sup>er</sup>. Ayant passé des années à l'état-major général, quartier-maître général de l'armée sous le général von Falkenhayn lorsque celui-ci fut chef de l'état-major de l'armée de 1914 à 1916, un pareil homme a été nécessairement en contact avec un grand nombre de personnages marquants de son temps, pendant la paix comme pendant la guerre, et il est à même d'aborder toutes les questions importantes de son époque. La première moitié du livre est consacrée au temps de paix depuis 1876 ; la deuxième à la guerre. Ayant servi sous les trois empereurs, l'auteur a été le témoin de l'époque la plus brillante de notre histoire. Tous les personnages politiques et militaires qui ont joué un rôle sont critiqués, les erreurs politiques et militaires relevées et examinées. L'auteur fait ressortir le contraste entre l'époque bismarckienne et celle de Guillaume II, ce monarque sans connaissance des hommes, entouré de conseillers irresponsables, et qui s'appliquait à cacher sa faiblesse sous de faux airs d'homme de caractère. C'est ainsi qu'il fut conduit à donner à Bismarck des successeurs qui ne réussirent pas à maintenir l'empire.

L'auteur critique franchement les principales fautes commises, en patriote et avec beaucoup de tact, en homme au jugement duquel on peut se fier. A bon droit, il reproche à Bethmann-Hollweg son

<sup>1</sup> Publié chez Mittler & Sohn, Berlin.

<sup>2</sup> Berlin, Mittler & Sohn.

irrésolution qui fit notre malheur. Au lieu d'avoir un Clemenceau ou un Lloyd George à la tête des affaires pendant le temps le plus critique, nous avons un caractère faible sur le siège de Bismarck. De même que dans le domaine de la politique l'empereur ne savait pas trouver les hommes d'Etat qu'il nous fallait, il se trompait pareillement dans le domaine militaire. Notre échec sur la Marne, en 1914, est dû, en premier lieu, au chef de l'état-major, général von Moltke, qui n'était pas du tout à la hauteur de sa tâche, et qui plus est, était malade. L'auteur ne manque pas de critiquer les autres graves erreurs commises par le Cabinet militaire de l'empereur, telle la nomination du chef de la deuxième armée, von Bülow, brillant instructeur en temps de paix, mais n'accomplissant pas ce qu'on attendait de lui en campagne. On sait que c'est à lui qu'est due la retraite de la Marne, en 1914<sup>1</sup>.

Comme aide de Falkenhayn, l'auteur est surtout autorisé à porter un jugement sur ce successeur de Moltke. Il relève les mérites de ce général intelligent et énergique qui prit la direction des armées au moment le plus critique et, de ses nerfs d'acier, sut dominer

<sup>1</sup> *Note de la rédaction.* En complément des conclusions du général Freytag-Loringhoven telles que les résumant les lignes ci-dessus, et pour ceux de nos lecteurs qui tiennent à s'éclairer sur la discussion d'un aussi intéressant objet, nous rappellerons les études détaillées publiées dans la *Rev. mil. suisse* par le colonel H. Lecomte et le colonel H. Poudret. Entre autres, la succession des articles de ce dernier, au fur et à mesure d'une documentation plus étendue et de l'intervention de nouveaux auteurs dans le débat, témoigne de la conscience avec laquelle il a fondé peu à peu ses conclusions.

1. *A propos de la bataille de la Marne*, par le colonel H. Lecomte. Vol. de 1916, p. 445. La bataille commence à être commentée en Allemagne. Les sources sont : Auteur anonyme : *Die Schlachten an der Marne*. (Exportation interdite.) — Anton Fendrich : *Von der Marneschlacht bis zum Fall Antwerpen*.

Articles du colonel Poudret :

2. *Etudes sur la cavalerie*, notamment le chapitre : *La cavalerie allemande à la bataille de la Marne*. Vol. de 1917, p. 117.

3. *A propos de la bataille de la Marne*. Vol. de 1919, p. 441. A cette époque, la principale source allemande est l'ouvrage du général Baumgarten-Crusius *Die Marneschlacht*, 1914.

4. *De Charleroi à la Marne*. Vol. de 1920, p. 349. Les sources allemandes deviennent plus nombreuses ; ce sont les écrits des généraux von Hausen, v. Bülow, v. Kluck et v. Kuhl. Puis le *Bis zur Marne* de v. Tappen.

5. *Le 9<sup>e</sup> corps français aux Marais de St-Gond*. Vol. de 1921, p. 5. Ici, la source principale est française : général Dubois : *Deux années de commandement sur le front de France*.

6. *La conduite de la guerre jusqu'à la bataille de la Marne*. Vol. de 1922 p. 241. Ne touche qu'incidemment à la question allemande. Source principale : l'ouvrage du colonel Grouard, paru sous le titre de l'article.

7. *Un nouvel ouvrage sur la bataille de la Marne*. Vol. de 1922, p. 533, et de 1923, p. 13. Commentaire du volume de M. Hanotaux : *La bataille de la Marne*, et, à ce propos, rappel du plan Schlieffen, de l'opération Moltke et du mouvement de v. Kluck.

les événements. Quant à Hindenburg et Ludendorff, l'auteur garde une certaine réserve. Parlant du résultat final de la campagne de 1914 à l'est, il cite les mots de Hindenburg : « Nous avons réussi, aidés par les Autrichiens, à barrer les flots de la moitié de l'Asie ».

Ce résumé suffira, je l'espère, pour montrer non seulement au soldat et à l'historien, mais à tout homme instruit de l'étranger, quelle lecture intéressante offre cet ouvrage, qui est, au fond, une histoire de l'Allemagne entre les deux guerres de 1870-1871 et de 1914-1918.

## CHRONIQUE FRANÇAISE

*(De notre correspondant particulier.)*

Les généraux Buat et Debeney, l'ancien et le nouveau chefs d'état-major généraux de l'armée.

Il est bien regrettable que, dans sa modestie plus réelle que les apparences ne le laissent croire, le général Buat ait interdit tout discours sur sa tombe si prématurément ouverte, et qu'un Bossuet ne fût point là pour prononcer l'oraison funèbre du chef d'état-major général de notre armée.

Quelle admirable leçon de philosophie n'eût-il pu donner à ceux qui ont hâte de parvenir aux honneurs, se montrent impatients d'atteindre les grandes dignités « dans les emplois de Mars » ! Tous étaient précisément réunis autour de sa dépouille mortelle et c'était dans l'assistance recueillie un concert unanime de regrets bien sincères pour celui qui disparaissait, d'appréhensions à peine déguisées sur celui qui succéderait.

Le général Buat était le fils de ses œuvres. Il descendait d'un officier d'administration du service de l'artillerie. Démocratie, traditions militaires, vive intelligence : nos cadres actuels présentent fréquemment une telle concomitance de qualités individuelles, en quoi réside plus qu'on ne pense la force et la solidité de notre institution militaire. Sorti très tôt de l'école polytechnique, la carrière de Buat fut rapide. On le vit officier d'ordonnance des généraux Bonnal et de Lacroix, professeur d'art militaire à l'Ecole supérieure de guerre. Longtemps, il gravita dans les différents services de l'Administration centrale. Sauf erreur, il fit déjà partie du cabinet Millebrand lors du premier passage de celui-ci à l'hôtel de la rue Saint-Dominique.

De bonne heure, il s'était tourné vers l'étude de l'histoire militaire. Ainsi a-t-on de lui une campagne de 1809, qui n'est pas sans valeur. Avant la guerre, il traitait, sous son nom et plus souvent



sous un pseudonyme, dans nombre de périodiques, les questions militaires d'actualité et l'on a gardé le souvenir d'au moins un de ces articles qui fit grand bruit à l'époque où il parut : il s'agissait de la trouvaille qu'il supposait avoir faite dans un compartiment de chemin de fer d'Alsace-Lorraine, d'un exemplaire du plan allemand de concentration. Ce n'était malheureusement que l'hypothèse française, sur ce plan, que l'auteur faisait ainsi connaître au grand public de notre pays... D'aucuns le prirent pour une réalité !

En 1914, Buat commença par être chef d'état-major de l'armée d'Alsace et il vécut des heures bien pénibles entre un chef sénile et des troupes dont l'instruction était insuffisante. A la fin d'août, le retour de M. Millerand au Ministère de la guerre en fit un chef de cabinet. Il eut alors à présider à toute la mobilisation industrielle improvisée et c'est là que ses qualités d'ordre, de méthode, de clarté, ses relations anciennes de polytechnicien dans les milieux métallurgiques, sa grande puissance de travail, purent s'affirmer et se donner libre cours.

En 1915, il commande une brigade dans les affaires de Champagne. Successivement, on le voit à la tête d'une division, puis d'un corps d'armée, toujours pendant un temps relativement court. Par intérim, il exerce le commandement de la V<sup>e</sup> armée et ceux qui furent alors sous ses ordres ont remarqué l'instantanéité avec laquelle, dès son arrivée, l'esprit, plus ou moins équivoque de cette armée, se transforma. Entre temps, Buat était passé au G. Q. G. Joffre l'y avait fait venir en prévision du départ du général Pellé, qu'il aurait remplacé comme major-général des armées du Nord-Est. Pellé s'éternisant, Buat s'en fut reprendre le commandement d'une division.

Il quitta la V<sup>e</sup> armée pour mettre sur pied l'artillerie lourde à grande puissance (ALGP). C'est lui le créateur de la réserve d'artillerie. Il en avait appris l'importance dans ses études napoléoniennes et sut éviter les fautes commises dans son emploi par les chefs d'armée du second Empire. Il en reprit l'idée dans notre organisation actuellement en cours et Dieu veuille que l'avenir ne réserve pas à cette conception le même cycle d'évolution qu'elle a parcouru durant le siècle précédent.

Quoi qu'il en soit, ses remarquables facultés d'organisateur le firent appeler en 1918 au G. Q. G. où cette fois il exerça, sous Pétain, les fonctions de major général. C'est en cette qualité qu'il finit la guerre.

Sitôt après, en même temps que Pétain prenait la vice-présidence du Conseil supérieur de la guerre, Buat devenait chef d'état-major



général de l'armée. Ainsi les positions respectives du temps de guerre étaient-elles prolongées dans la paix. Avec cependant plus d'indépendance pour Buat et quelques restrictions pour Pétain. Entre les deux, s'interposait un ministre dont Buat devenait l'inspirateur, le conseiller prépondérant. En fait, le vrai chef de l'armée, c'était Buat.

Il est trop tôt pour juger l'œuvre qu'il accomplit dans ces conditions. Œuvre inachevée, d'ailleurs : on sait que des trois lois militaires fondamentales, seule existe à l'heure actuelle la loi sur le recrutement. Certes, notre organisation prochaine ne sera plus celle de 1914 ; mais elle n'en variera guère que dans les détails techniques. Les bases que l'on pouvait se flatter de voir transformées totalement, à la suite des perspectives ouvertes par la victoire, sont demeurées les mêmes. Cela n'est pas allé sans quelque déception dans notre opinion publique. En outre, l'armée ne s'est pas montrée mieux satisfaite : la déconsidération dans laquelle est tombée l'infanterie, on la fait volontiers remonter au général Buat, un artilleur, et aux quelques amis de même arme qui surent prendre sur son esprit une influence contre laquelle il n'eut pas assez l'énergie de lutter.

Qu'on évite d'équivoquer ! Les leçons de la guerre sont là qui prouvent l'absolue nécessité d'une transformation profonde dans l'importance respective des différentes armes.

Pour finir, le général Buat était un chef vers lequel allaient toutes les sympathies, le dévouement et l'affection de ses subordonnés : le général Raguenau, 1<sup>er</sup> sous-chef, pleurait en annonçant aux chefs de bureau qu'il était perdu. Son charme personnel, sa camaraderie jamais en défaut, sa bonne humeur, sa jovialité même, on était sûr de les rencontrer en toutes circonstances et à tous les moments.

Surchargé de besogne journalière, il trouvait encore le temps d'écrire et bien que l'on sente, dans ses derniers ouvrages consacrés aux grands chefs ennemis, une légère hâte, ils n'en méritent pas moins le succès d'estime que leur a valu le nom de leur auteur. Sa position en faisait un homme ne s'appartenant plus. Les fatigues de la paix succédant à celles de la guerre ont eu raison d'une constitution cependant robuste : ainsi la maladie a-t-elle pu le terrasser en quelques jours.

Bien qu'il s'en défendît, Buat restera le type accompli de l'officier d'état-major de notre temps. A ce point de vue, sa perte est irréparable.

\* \* \*

Le général Debeney le remplace à la tête de l'état-major. Celui-ci est moins officier d'état-major que celui-là, bien qu'il ait, lui aussi,

parcouru toute la gamme dans ces fonctions subordonnées : sous-chef d'état-major à l'armée Dubail en 1914, puis chef d'état-major d'armée, de groupe d'armées ; major général enfin en 1917.

Question de caractère ! Il a davantage l'étoffe et le tempérament du grand chef. Ce sont ses commandements qui lui ont valu sa renommée pendant la guerre. L'armée Debeney s'est couverte de gloire en 1918 et les qualités d'énergie de son chef lui ont valu des titres éternels à la reconnaissance du pays.

Après la guerre, le général Debeney fut chargé de l'Inspection des Ecoles. Commandant de l'Ecole de guerre et directeur du Centre des hautes études militaires, il a, depuis, dirigé toute la formation intellectuelle de notre corps d'officiers. Œuvre considérable et qu'il était urgent d'entreprendre : c'est le lot commun de toutes les guerres de laisser des cadres mal instruits, sans homogénéité, façonnés au laisser-aller des champs de bataille, plus orientés vers l'action que vers la réflexion. Par bonheur, il en va de même pour tous les belligérants !

Dans sa position, le général Debeney a pu se rendre exactement compte des besoins actuels de notre armée. Il a eu le temps de méditer sur tous les problèmes nés de la guerre et se faire une opinion sur chacun d'eux. Nul ne saurait donc être mieux qualifié pour mener à bien la tâche qu'il reste à accomplir. On lui a déjà prêté des intentions subversives en matière d'organisation. Certes, le nouveau chef d'état-major n'hésitera pas à marquer de sa griffe ce que prépareront ses services. Mais, esprit réalisateur avant tout, il se gardera d'apporter des bouleversements qui retarderaient la mise en ordre de notre organisme. Ce qu'il faut aujourd'hui dans notre armée, c'est la stabilité. Le général Debeney l'a proclamé lui-même, on peut être sûr qu'il saura aboutir.

On le désigne couramment comme successeur éventuel du maréchal Pétain qui, à plusieurs reprises, aurait manifesté le désir d'abandonner la vice-présidence du Conseil supérieur de la guerre. Si donc le général Debeney a quitté l'Ecole militaire pour venir s'installer boulevard St-Germain, c'est que l'itinéraire, en dépit du plan des rues de Paris, conduit au boulevard des Invalides. Ainsi sera restaurée, sur le nom du général Debeney, la situation du haut commandement, telle qu'elle existait avec Joffre en 1914 : le généralissime désigné était en même temps chef d'état-major de l'armée ; toute dualité se trouvait par là évitée et le commandant en chef du temps de guerre pouvait à loisir, dès le temps de paix, procéder à la préparation, s'entraîner au maniement de l'outil dont il aurait la charge au moment décisif.

Cette organisation, quoiqu'on en puisse dire, n'a pas si mal fait ses preuves en 1914. D'ici à ce qu'elle devienne effective à nouveau, on peut d'ailleurs être sans appréhension. Pas plus qu'entre Buat et Pétain, il n'y aura de heurts ni de frottements entre ce dernier et le général Debeney. L'un et l'autre sont deux fantassins qui se sont rencontrés au début de leur carrière militaire et ont constamment cheminé dans le même sillon : au régiment, à l'Ecole de guerre, pendant la guerre. On peut donc être assuré que notre armée reste entre bonnes mains. Si regrettable que soit la perte du général Buat, celui-ci a été bien et promptement remplacé.

On doit s'en féliciter d'autant plus que dans le bref intervalle où le poste est resté sans titulaire, bien des noms, dont quelques-uns fort équivoques, avaient été mis en circulation par la presse française.



## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

*Les offensives de 1915* (décembre 1914-décembre 1915), par le général PALAT. Avec 14 cartes, IX<sup>e</sup> tome de l'ouvrage « La Grande guerre sur le front occidental. » In-8° de 595 pages. Berger-Levrault, édit. Prix : 25 fr.

Il faut du courage pour s'attaquer à l'étude des opérations de France en 1915. C'est l'année des batailles sur place, sans résultats appréciables de part ni d'autre, sans perspective d'un autre avenir. C'est l'année des grandes illusions aussi et des grandes erreurs, où des calculs de pertes théoriques ont tenu lieu d'espérance de victoire et de présomption d'une fin de guerre prochaine que la réalité a contredite.

Le général Palat se livre à cette étude avec sa conscience ordinaire, et ce neuvième volume se trouve être le plus fort de sa collection. Il confirme, au surplus, ce que nous avons déjà dit : au fur et à mesure que l'on s'éloigne des événements, et que la documentation s'enrichit, l'auteur quitte le ton de la polémique qui, souvent, accompagna ses jugements du début, pour faire œuvre plus complète de discussion historique. Il encadre, en outre, les mouvements proprement militaires, dans l'ensemble des résolutions politico-stratégiques, ce qui éclaire plus complètement les situations et autorise des conclusions plus fermes.

La principale de celles-ci est que, du côté allié, celui auquel se place surtout le général Palat, la direction diplomatique ne fut pas heureuse en 1915, ni en Italie, entre autres, et moins encore en Bulgarie. « Plus que toute autre erreur, estime-t-il, la politique orientale de l'Entente devait contribuer à la ruineuse prolongation de cette terrible guerre. »

Les opérations militaires ne furent pas plus heureuses ; elles constituèrent une série d'expériences dont les conséquences furent lourdes à supporter. Il fallut se convaincre de la difficulté, sinon de